

L'Adresse—M. Irénée Pelletier

L'actuelle crise de l'énergie fournira peut-être ici une raison de plus pour justifier le modeste effort actuel de la plupart des pays riches dans l'aide aux pays pauvres. Pourtant le potentiel économique et énergétique du Canada et celui de notre voisin du Sud sur le plan international est colossal. On utilise actuellement au Canada, sous toutes formes d'énergie, l'équivalent de huit tonnes et demie de charbon par tête et par an. C'est le double de la consommation de l'Europe de l'Ouest et de l'URSS. C'est 160 fois celle des peuples d'Asie et d'Afrique.

Nous nous retrouvons parmi les nations les plus progressives et les plus riches de la terre. Nous produisons et consommons, toutes proportions gardées, plus que toute autre nation du globe. Et avec fierté, nous étalons jalousement notre richesse devant le monde.

En tant que nation hautement développée scientifiquement, technologiquement et techniquement, le Canada, avec quelques autres nations privilégiées, a envers la Communauté internationale une responsabilité importante et à laquelle s'y soustraire pourrait avoir pour l'ensemble du monde des conséquences catastrophiques.

A cause du développement gigantesque réalisé dans la plupart des nations riches dans le développement des communications, il n'est plus possible, monsieur le président, d'ignorer ce qui se passe à l'autre bout du monde. Les pays démunis nous voient agir chaque jour.

Il faut bien se rendre à l'évidence que la pauvreté n'est pas seulement le problème le plus important de notre décennie, c'est également le problème le plus grave du XX<sup>e</sup> siècle. Juste à côté de l'abondance, des gens meurent de faim.

Il n'est pas question de résoudre ce problème par la philanthropie. Il n'y a pas de réponse individuelle qui tienne. Aucune campagne contre la faim qui se contente d'émouvoir le cœur des riches n'est efficace.

Le sous-développement est un problème politique, économique, social et ne peut être résolu qu'au prix de profondes et radicales transformations dans les structures économiques, sociales et mentales des peuples.

Si le Canada a constamment à relever l'un des plus grands défis qui soit, celui de vivre à côté d'un géant, tout en gardant son identité politique, économique et culturelle, nous avons à relever avec nos voisins américains et quelques autres nations privilégiées de la terre le grand défi du siècle et peut-être le grand défi de l'histoire: celui d'aider les pays du Tiers-Monde à sortir du cercle vicieux du sous-développement. Sans être pessimiste, il faut bien admettre que la paix dans le monde n'est pas possible quand les deux tiers de l'humanité souffrent de faim.

Si, chez eux, les Canadiens ont à leur crédit des réussites et des exploits souvent remarquables et qui ont puissamment contribué à placer notre pays à l'avant-garde dans bien des domaines, il est impératif que les Canadiens en tant que membres d'une nation apportent aux pays moins bien pourvus et moins fortunés une attention particulière.

● (1500)

[Traduction]

M. Maurice Strong, ancien président de l'Agence canadienne de développement international, a déclaré dans un discours:

Notre époque est déterminée par trois influences primordiales: la course dans l'espace, la course aux armements nucléaires et la course au développement. Le Canada est exclu des deux premières, mais il peut jouer un rôle important auprès des pays en voie de développement. Nous connaissons le sens du développement pour en avoir fait nous-mêmes.

[Français]

L'avenir de la Communauté internationale dépendra de ce que feront les pays nantis pour aider les pays pauvres.

A. P. Thirnall a essayé de fixer, par des calculs assez compliqués, sur la base de données et de délais réalistes, le temps qu'il faudrait aux pays du Tiers-Monde pour combler leur retard sur le revenu par habitant existant actuellement dans les pays du Marché commun. Les résultats donnés donnent à réfléchir.

Pour égaler le revenu actuel des pays de la Communauté économique européenne, il faudrait 359 années au Pérou, 356 à l'Ouganda et 1,350 au Pakistan. Et le revenu per capita des pays du Marché commun est beaucoup moins élevé que le nôtre.

M. Eppler, ministre de la coopération en République fédérale d'Allemagne, déclarait récemment que les efforts des pays riches au relèvement économique et social des pays pauvres ont été jusqu'à présent beaucoup trop limités et sans lendemain et il déclarait ce qui suit:

L'aide au Tiers-Monde n'est pas un violon d'Ingres pour quelques idéalistes égarés, une indulgence achetée pour l'apaisement de la conscience, un exercice obligatoire pour politiciens au bord de l'ennui, une garantie d'exportations pour les industriels... mais la tentative ambitieuse de rendre la vie quelque peu supportable pour tous sur le vaisseau spatial «terre», afin d'empêcher qu'elle ne devienne insupportable pour tous—investissement pour un avenir commun, parce que cet avenir sera commun ou ne sera pas.

Le développement économique et social des pays sous-développés, sans totalement garantir la paix dans le monde, aiderait énormément à établir une plus grande solidarité et par conséquent une sécurité internationale plus réelle. Le 29 mai 1968, lors d'un discours prononcé à la Chambre, le très honorable premier ministre déclarait, relativement à la participation canadienne à la Coopération internationale, et je cite:

Nous acceptons comme une lourde responsabilité de la plus haute priorité la participation du Canada au programme de mise en valeur économique et sociale des pays en voie de développement. Nous allons explorer tous les moyens de rehausser la valeur de nos programmes d'aide en nous concentrant sur des endroits et des projets où notre bilinguisme, notre compétence propre, et notre expérience, nos ressources et nos moyens rendent possible une contribution efficace et proprement canadienne.

Monsieur le président, l'effort international du Canada au cours des dernières années a augmenté constamment et je suis convaincu que nous devons maintenir la progression actuelle.

Tout en continuant nos efforts pour le développement économique et social de notre propre pays, il ne faudrait pas oublier nos responsabilités et devoirs envers ceux qui partagent avec nous cette petite planète.

Le 4 octobre 1965, devant l'assemblée générale des Nations Unies, Sa Sainteté le Pape Paul VI, après avoir déclaré que le développement était le nouveau nom pour la paix et que la technologie moderne pouvait énormément contribuer à résoudre certains de nos plus graves problèmes, terminait son exposé de la façon suivante:

[Traduction]

Il est maintenant l'heure de faire un arrêt, dans un moment de méditation, de réflexion, presque de prière; c'est le temps de nous rappeler nos origines communes, notre histoire, notre destinée propre. Jamais comme maintenant, dans cette époque où le génie humain fait tant de progrès, n'a-t-il été autant nécessaire de faire appel à la conscience morale de l'homme. Ce ne sont ni le progrès ni la science qui nous menacent; au contraire, employés correctement, ils peuvent résoudre bien des graves problèmes qui affligent l'humanité. Le véritable danger se trouve chez l'homme qui dispose d'instruments toujours plus puissants pouvant servir aussi bien à la destruction qu'aux plus nobles conquêtes.